Le capital contre la vie humaine

et quelques conséquences

vendredi 28 août 2026, par Denis COLLIN

La question de l'avenir de la planète est une question cruciale, évidemment. Au moment où un navire sud-coréen fait route vers l'Angleterre via le pôle Nord, au moment où on spécule sur les « progrès » que cette nouvelle voie, née de la fonte de la banquise, permettrait pour le commerce mondial quand le détroit d'Ormuz devient incertain et dangereux, au moment où s'accumulent les canicules et les records de température qui brûlent les pâtures, affament les vaches et divisent par deux la production des maraîchers, on ne peut plus regarder ailleurs. Mélenchon fait assaut d'écologie et propose une étrange réforme visant à créer des « écorégions » et quelques autres calembredaines. Les autres ne disent rien. Ou presque.

La « transition écologique », le « développement durable », et autres charlataneries ont fait long feu. Les préparatifs de guerre, il est vrai, donnent à penser que le souci écolo de l'UE n'est qu'une mauvaise farce. À moins qu'on ait trouvé des « missiles verts » et des « bombes durables ». Mais, même si je laisse de côté ces menaces de guerre qui, à leur manière régleraient définitivement la question de l'avenir de la planète…

Le problème central, gros comme l'éléphant au milieu du magasin, est celui de l'impératif de la croissance, étroitement lié à celui du libérisme, c'est-à-dire du marché à tous les étages. Le « libre marché » est le dogme des partisans de la croissance à tout prix et ils n'ont pas tort : si l'objectif est la croissance, la planification ne rivalisera pas à la soif d'enrichissement des individus. La Chine de Xi qui compte aujourd'hui plus de 500 milliardaires, juste derrière les États-Unis, en est un bon exemple. Ces milliardaires détiennent d'ailleurs 15 % de la richesse totale du pays – il y a encore des gens pour dire que la Chine est « communiste » ! Pour le capital, la croissance est une question de vie ou de mort. Un capitalisme sans croissance serait tout sauf un capitalisme. Le capital repose que le principe de l'accumulation du capital, c'est-à-dire d'argent susceptible d'augmenter quand il circule, ce qui implique que, *in fine*, cet argent tombe dans la fournaise de la production pour qu'à la fin il ressorte régénéré, embelli et augmenté sous forme de capital avec profit. On peut provisoirement trouver des trucs pour valoriser son capital sans l'investir dans la production. Les montages financiers en tous genres le permettent, mais, à la fin des fins, ce capital n'est que du capital fictif et la croissance des secteurs parasitaires (comme des fonds d'investissement qui doivent placer l'argent des fonds de pensions dans d'autres fonds de capitaux en prélevant au passage leur commission) finit par peser trop lourd. Au fond, c'est Trump qui raison : « Drill, baby drill ! », creuse, chéri, creuse. Du pétrole, bagnoles, des bâtiments à construire, des câbles à tirer, voilà ce dont vit le capital.

Mais ce processus d'accumulation se heurte à plusieurs limites indépassables qui posent devant nous le spectre de la « crise finale » du mode de production capitaliste. Nous connaissons bien les crises cycliques de surproduction qui sont des purges régulières du système qui se résolvent par la destruction de capital et la « mise en jachère » de la force de travail. Nous connaissons aussi les crises qui se terminent par des guerres opposant les grandes puissances capitalistes pour le contrôle des richesses. Ainsi les conflits actuels au Proche-Orient ou en Ukraine, conflits dans lesquels le sort

des petites nations est entièrement subordonné aux manœuvres des grands prédateurs. Mais la crise nouvelle à laquelle nous sommes confrontés est une crise de notre rapport avec la nature. Les artifices dont l'homme moderne s'est tant enorgueilli, ceux par lesquels il se voulait « comme maître et possesseur de la nature », trouvent leur limite. La nature n'est pas une matière à exploiter, mais « le corps non organique de l'homme » et le travail est le métabolisme de l'homme et de la nature. Or, aujourd'hui nous sommes confrontés à trois crises de ces rapports avec la nature : le réchauffement climatique, la crise de ressources et enfin l'effondrement de la biodiversité et l'empoisonnement de la planète. On peut discuter de l'origine exclusivement humaine de la première, mais au mieux l'homme en est coresponsable. Les deux autres découlent de l'activité humaine et le mode de production capitaliste en est l'acteur majeur.

Voyons donc maintenant ce que l'on pourrait faire pour enrayer cette troisième grande crise du capitalisme dans ses trois dimensions à l'époque de ce que certains auteurs appellent anthropocène et qu'il serait préférable d'appeler « capitalocène ».

Effet de serre et effet de Serre (Michel)

Le réchauffement à dominé ces dernières décennies. De conférence internationale et conférence internationale en conférence internationale, on a pris résolutions et engagements à limiter les émissions de GES et à décarboner la production. Mais les bonnes résolutions sont comme les promesses électorales, elles n'engagent que ceux qui y croient. Le marché des quotas carbone a surtout créé des effets d'aubaines. Comme le dit Olivier Hamand [1], « Les quotas carbone, initialement censés limiter les émissions, formalisent une subvention publique à la pollution. » L'automobile électrique est censée décarboner le système des transports. Malheureusement, en Eurpe, 40 % de l'électricité est produite par des centrales fonctionnant aux énergies fossiles. La voiture à hydrogène ressemble aux licornes.

Pendant ce temps, les affaires continuent *as usual*. Le transport maritime représente des plus gros pollueurs du monde, consommant un des pires carburants au monde. Mais il est le sang de la mondialisation. On peut acheter des produits à bas coût, chinois et de l'ensemble du sud-est asiatique qui arrivent en Europe ou aux États-Unis par ces énormes porte-conteneurs, qui ont été mis au point pour optimiser les transports américains pendant la guerre au Vietnam. De son côté l'aviation civile envisage un doublement du nombre de passagers d'ici à 2050. Le secteur prétend cependant tenir l'obtenir de zéro émission carbone nette à cette date. Sans doute avec des avions à voile ou à pédale.

Il faudrait aussi limiter la place du béton et du goudron dans nos villes et redonner toute leur place aux végétaux qui sont d'excellents moyens d'adsorber les grandes chaleurs. Mais tant qu'on construit des métropoles de plus en plus vastes (le « grand Paris », le « grand Marseille ») on tourne le dos à cet objectif.

Aucun des dirigeants des grands pays n'envisage d'abandonner la croissance comme objectif de la politique économique et tous misent sur une relance de la consommation, sous toutes ses formes. Et donc sur l'augmentation de la production de CO2, du méthane, etc., soit directement, soit indirectement dans la production de l'acier, des plastiques, et autres matériaux indispensables à la croissance. Si on voulait réellement réduire la production de GES, on devrait d'abord cesser d'avoir la bougeotte, ou se déplacer à pied ou en bicyclettes ou en véhicules électriques légers rechargeables au soleil. Il faudrait aussi produire moins en produisant des biens d'usage plus robustes et vraiment durables. « Moins », c'est le mot d'ordre de Kohei Saïto [2]. Mais du point de vue du capital, ce « moins » est une injonction au suicide, ce que notre élève nippon de Marx

explique parfaitement en montrant que le seul avenir possible est celui d'un communisme de la décroissance est le seul avenir souhaitable pour l'humanité.

Si on se contentait d'aborder cette question, elle nous montrerait que lutter contre le réchauffement climatique demande un rapport avec la nature complètement nouveau, ou pour reprendre l'expression de Michel Serre, un « nouveau contrat naturel » [3]. Et un nouveau rapport avec la nature exige à son tour un nouveau rapport des hommes entre eux.

Drill, stop ou encore ?

Même si on admettait que les climato-sceptiques avaient raison ou au moins partiellement raison, cela ne changerait rien à la situation et aux mesures que nous devrions adopter. Car l'*ubris* capitaliste conduit à l'épuisement des ressources « à notre disposition ». Le plus spectaculaire : nous ne manquons pas d'or ou de platine, mais tout simplement de sable et d'eau ! Chaque humain consomme 18 kilos de sable par jour. L'Arabie Saoudite, lancée, elle aussi, dans un processus de modernisation industrielle, manque de sable parce que le sable du désert est impropre à faire du béton. Et le béton usager n'est pas utilisable, sauf à la concasser pour en faire des remblais. On manque aussi d'eau, en Iran, en Inde, mais aussi chez nous, en France cet été. En France, on irrigue massivement certaines cultures : le maïs consomme 40 % de l'eau d'irrigation, pour nourrir le bétail dans la production industrielle de viande.

L'ordinateur de 1,47 kilo utilisé pour cet article est un reconditionné. Le vendeur fait valoir qu'en achetant un reconditionné, j'ai économisé 1500 litres d'eau, 600 kilos de matières premières et j'ai évité de produire 336 kilos de CO2… Ce n'est évidemment pas généralisable, mais cela en dit long sur nos besoins en matière. Le numérique et le virtuel sont fort gourmands.

Les technosolutionnistes nous affirment rien de tout cela n'est grave. On trouvera toujours une solution technique ! Philippe Bihouix les appelle des « cornucopiens », des gens qui croient à la corne d'abondance. Mais il n'y a pas de corne d'abondance. Il y a des réalités qui vont s'imposer. Si on jette un coup d'oeil en arrière, les chiffres sont impressionnants : la production de cuivre a été multipliée par 27 entre 1900 (495 000 tonnes/an) et 2000 (13,2 millions tonnes/an). La production d'aluminium a été multipliée par 3 600 entre 1900 (6 800 tonnes/an) et 2000 (24,3 millions tonnes/an), la production de plastique a été multipliée par 7 500 entre 1925 (20,000 tonnes/an) et 2000 (150 millions tonnes/an). À noter que, au cours du XXe siècle, la population humaine a seulement augmenté d'un facteur 3,7. Entre le néolithique et le xviiie siècle, on a une progression lente tant de la production que de la population. Mais à partir de la révolution industrielle, le rythme change considérablement et au xxe siècle, surtout après la Deuxième Guerre mondiale, c'est un changement radical qui s'impose : l'accélération est brutale dans tous les domaines. Mais cette accélération brutale se transforme en course vers l'abîme. La bulle IA creuse cette abîme. Un *data center* est projeté en Alsace qui demande un tranche de centrale nucléaire pour fonctionner. Pas de chance, on a fermé Fessenheim … Meta va tirer 50000 kilomètres de cables et il faudra toujours plus de terres rares : *drill, baby drill*.

Quelque point de vue que l'on adopte, la marche en avant de la machine économique conduit à la dévoration de la Terre, avalée et recrachée sous forme de déchets inutilisables. Il y a aura bientôt sur les mers une masse de plastique supérieure à la masse des poissons. Friture de plastique au menu ?

Ce n'est pas un hasard si les Musk, Bezos et Cie relancent la conquête spatiale et veulent installer sur Mars des colonies humaines pour l'après-Terre. Les discours de ces gens sont totalement hallucinés. En temps normal, on leur aurait mis une camisole avant de les conduire au premier asile

psychiatrique venu. Mais aujourd'hui ces gens se présentent comme les maîtres du monde et le président français les invite à Versailles et les courtise.

Empoisonnez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens

Le troisième dimension de la crise finale concerne la pollution. On vient d'évoquer la pollution aux plastiques, mais évidemment la chimie est le grand pollueur, immédiatement par la pollution de l'air et des eaux – l'un des aspects les plus inquiétants du *Drill, baby drill* est la pollution des eaux qu'entraîne l'extractivisme forcené. Mais c'est aussi la pollution des terres agricoles par les engrais chimiques et les pesticides. On connaissait le rôle néfaste des nitrates, mais les phosphates chargés en cadmium empoisonnent lentement les consommateurs et sont une des causes des cancers du pancréas en forte augmentation. Les « cancers du paysan », et notamment ceux des viticulteurs et des arboriculteurs sont bien connus. Ils tuent et on a dû en reconnaître un certain nombre comme maladies professionnelles.

De nombreux groupes de pression, à tous les niveaux, défendent ces poisons et trouvent des relais chez de nombreux paysans, qui, sous la contrainte de la productivité doivent user de toutes ces saloperies pour produire à bas coût face à la concurrence du marché mondial – l'accord avec le Mercosur est, de ce point de vue une catastrophe nationale. Nos dirigeants se moquent de tout cela. Il ne faut pas attendre de gens prêts à sacrifier des millions d'hommes pour garantir les profits qu'ils se préoccupent sérieusement de la pollution.

Un des aspects et non des moindres, de cette affaire concerne la fertilité humaine. La baisse drastique du nombre de spermatozoïdes chez le mâle de l'espèce *homo sapiens* est vraisemblablement due, tout comme l'explosion des cancers, en particulier chez les jeunes, à ce « bruit de fond » de la société moderne. Bon, il faut bien mourir de quelque chose. Alors pourquoi ne pas mourir pour les actionnaires de Bayer…

La maladie mortelle

La maladie mortelle qui ravage la planète a un nom : capital. Et avec lui le libre échange enragé. Essayons d'imaginer ce que pourrait faire un gouvernement décidé à pendre la question de la crise du « capitalocène » à bras-le-corps.

Si veut diminuer les émissions de GES dues au commerce maritime internationale, on pourrait commencer par réindustrialiser notre propre pays. Au d'exporter la pollution chez les autres, on apprendre en outre à supporter notre propre pollution et on peut gager que cela rendra plus sages les citoyens et pourquoi pas, rêvons un peu, les gouvernants. Mais pour réindustrialiser, il faut, au moins temporairement, protéger les industries autochtones, ce qui peut se faire par les droits de douane ou la dévaluation de la monnaie. Ces deux solutions sont rigoureusement impossibles tant qu'on respecte des dogmes de la sainte Inquisition européiste.

On pourrait encourager l'agriculture biologique, mais il faudrait accepter que les prix agricoles montent et que les salaires montent pareillement. Et surtout, comme pour le point précédent, il faudrait relocaliser un maximum de production et donc imposer des droits de douane sur la viande du Mercosur et les poulets ukrainiens (voire les interdire) et nous nous retrouvons à nouveau au bord du bûcher dressé par les gardiens de la doctrine et de la foi.

Limiter le transport automobile est possible : réserver des voitures légères et peu coûteuses aux déplacements ordinaires (courses, travail, école) et développement le train (électrique). On pourrait

pour commencer taxer les voitures au poids – les électriques seront mal parties – mais là les constructeurs allemands de grosses berlines ne vont pas être contents. Cela contreviendrait aux règles de l'UE… Contrairement aux sinistres utopies de Musk et ses acolytes, nous allons continuer à devoir travailler et sans doute plus qu'aujourd'hui et sûrement travailler plus de nos mains. Le bavard couteux qu'est chatGPT (et ses semblables) ne sait si réparer une voiture panne, ni déboucher une canalisation, ni goûter un vin pour savoir faut ou non rajouter. Retrouver le contact avec la nature.

Tout cela ne serait qu'un début, le début d'une marche vers la décroissance (en premier lieu la décroissance de la bêtise et de la cupidité). Cela supposerait une révision drastique de nos rapports avec la nature et donc de notre mode de production et donc les rapports sociaux. On ne peut affronter les défis du *capitalocène* sans une justice sociale ambitieuse qui accompagnerait une nouvelle manière de penser nos rapports avec les autres et le sens de notre vie. Nous avons besoin d'une révolution anthropologique pour retrouver le sens de la juste mesure.

Certes, le village des Gaulois pourrait rester isolé et globalement cela ne changerait pas grand-chose. On peut, cependant, faire le pari de l'exemplarité, d'autant plus efficace que tous les pays sont confrontés aux mêmes menaces. Ajoutons qu'en matière de sensibilité à la nature, nous, Français, ne sommes pas toujours les mieux placés : Rousseau que nous pourrions invoquer, n'était pas Français, mais citoyen de Genève.

Mais chaque chose en son temps. Commençons par redevenir « maîtres chez nous », envoyons au diable les européistes et les eurocrates. Ensuite, la route sera longue, pleine de tâtonnements, de fausses bonnes idées qui prouveront à leur tour leur nocivité, avant qu'on ne trouve la bonne réponse. Mais le préalable, c'est retrouver notre liberté.

Denis Collin. 28 août 2026

Notes

[1] Hamand, O., *La troisième voie du vivant*, Odile Jacob.

[2] Kohei Saïto, Moins ! La décroissance est une philosophie (Seuil, 2024), best-seller au Japon en 2020 sous le titre Capital in the Anthropocene et traduit dans une douzaine de pays.

[3] Serre, M., *Le contrat naturel*, François Bourrin, 1990. Malheureusement, Michel Serre a aussi été un techno-optimiste, admirateur de « la petite poussette », de l'éducation des enfants par les nouveaux gadgets.